

## « AVOIR UNE GOUVERNANCE COHÉRENTE VEUT DIRE MOINS D'ÉGOÏSME »

Entretien avec Philippe Kaltenbach, sénateur des Hauts-de-Seine (92)

Philippe Kaltenbach, sénateur des Hauts-de-Seine, a déposé le 5 février dernier une proposition de loi pour créer une « métropole de Paris » intégrant les quatre départements de la petite couronne. Paris, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis disparaîtraient au profit de cette métropole qui les absorberait. L'élu socialiste nous explique le sens de sa démarche.



Philippe Kaltenbach, sénateur des Hauts-de-Seine (92).

**Les Petites Affiches — En quoi les départements posent-ils problème ?**

**Philippe Kaltenbach** — Chacun mène une politique différente en matière sociale. Prenez l'exemple de la carte Imagine R : en Val-de-Marne, elle est payée à moitié par le département ; en Seine-Saint-Denis, le département participe uniquement pour les personnes défavorisées ; le département des Hauts-de-Seine, lui, ne paye rien ! On peut faire à peu près la même démonstration avec la carte Améthyste pour les personnes âgées... Concrètement, cela veut dire que suivant là où vous habitez, vous n'avez pas les mêmes droits, alors que vous avez les mêmes problématiques. Cela n'est pas normal. Par ailleurs, certaines difficultés auxquelles sont actuellement confrontés Paris et la petite couronne ne peuvent être résolues qu'en commun. Comment voulez-vous, par exemple, lutter contre la pollution, qui se déplace, avec chacun sa politique ? Solutionner les problèmes de pollution, de circulation, de transports nécessite une action commune. C'est le sens de l'histoire : dans tous les pays, qu'ils soient développés ou non, on va vers une gouvernance à l'échelle de la métropole pour les grandes villes qui s'étendent encore. Londres, Berlin, New York, São Paulo, sont déjà dans une logique de gouvernance métropolitaine. À Paris, il y a longtemps eu la barrière infranchissable du périphérique, et le décalage entre l'Est et l'Ouest qui ont freiné cette dynamique. On a finalement lancé le Grand Paris, et c'est une bonne chose, mais le problème, c'est qu'on a créé un échelon de gouvernance supplémentaire, qui s'ajoute à ceux déjà existants. On a désormais la commune, les établissements publics territoriaux (EPT), qui ont été créés en même temps que le Grand Paris et qui regroupent plusieurs agglomérations — soit un ensemble réunissant entre 300 000 et 600 000 habitants, le département, la métropole, et la région. Cela fait cinq niveaux de décisions. C'est trop : ça coûte cher, ça ralentit les prises de décisions, et ce n'est pas lisible en termes démocratiques.

**« L'identité, en petite couronne, c'est Paris et la proche banlieue parisienne ».**

**LPA — Sur tous ces échelons, pourquoi est-ce le département qu'il faut supprimer ?**

**PK** — En petite couronne, c'est le plus pertinent car les départements ne correspondent pas à grand-chose. Ils ont été créés dans les années 1960, pour des raisons politiques et ils n'ont pas de véritable histoire. Ils ne correspondent pas à des bassins de vie. Qu'y a-t-il de commun entre Gennevilliers et Neuilly, qui sont tous deux dans les Hauts-de-Seine ? On ne se sent pas de la Seine-Saint-Denis ou des Hauts-de-Seine de la même manière que l'on se sent Landais ou Savoyard ! L'identité, en petite couronne, c'est Paris et la proche banlieue parisienne. En revanche, les gens sont attachés à leur commune, et il faut garder les EPT pour la proximité. Mais le département fait doublon avec la métropole, et correspond plus à un fonctionnement rural. C'est donc la suite logique du Grand Paris de fondre les différents conseils départementaux au sein du conseil de la métropole.

**LPA — À quoi ressemble le modèle de gouvernance que vous préconisez ?**

**PK** — Notre idée, c'est d'aller vers le modèle de Lyon, qui est en avance sur Paris. Ils viennent de supprimer le département du Rhône sur le territoire de la métropole de Lyon, qui devient donc à la fois métropole et département. Cela a permis d'avoir une politique

**« C'est indispensable, si on veut améliorer la vie des gens, d'avoir une politique d'ensemble, et de répartir les logements, les entreprises, sur l'ensemble du territoire. Si chacun cherche à tirer la couverture à soi, ça ne peut pas marcher ».**

**« L'Île-de-France est la région la plus riche d'Europe, mais aussi celle où il y a le plus de disparités et d'inégalités, et ce n'est bon pour personne ».**

plus cohérente en matière de logements, d'aménagements urbains, de transports. À Paris, vous avez un important déséquilibre Est/Ouest qui nuit à l'ensemble des habitants. Avoir une gouvernance cohérente veut dire moins d'égoïsme. Actuellement, chacun fait la course pour attirer les entreprises, et on a d'un côté les riches — à l'Ouest —, de l'autre côté les pauvres — à l'Est.

Cette politique du chacun pour soi a des conséquences très concrètes sur la vie des Franciliens : les gens ne trouvent pas à se loger près de chez eux, passent de plus en plus de temps dans les transports, qui sont de plus en plus engorgés.

Et encore, la Cour des comptes estime que la situation devrait empirer jusqu'en 2020 ! Ce n'est plus possible. C'est indispensable, si on veut améliorer la vie des gens, d'avoir une politique d'ensemble, et de répartir les logements, les entreprises, sur l'ensemble du territoire. Si chacun cherche à tirer la couverture à soi, ça ne peut pas marcher.

#### **LPA — Comment fonctionnerait le conseil du Grand Paris ?**

**PK** — On imagine un conseil de 209 membres, c'est-à-dire un par commune. Actuellement, les conseillers départementaux sont élus par les conseillers municipaux. Nous souhaiterions changer cela, et faire élire le conseil du Grand Paris au suffrage universel direct par les citoyens. Cela nous semble plus démocratique. Le Grand Paris changerait également de statut. Actuellement, c'est un EPCI, c'est-à-dire un regroupement de collectivités, départements et villes. Si cela devient une métropole et absorbe les départements, le Grand Paris changera de statut pour être une collectivité, avec des élus, des prérogatives, et des budgets. Juridiquement, ce n'est pas pareil.

#### **LPA — Comment réagissent les différents départements ? Ont-ils envie de cette fusion ?**

**PK** — Supprimer les départements, c'est supprimer quarante conseillers généraux, donc cela suscite évidemment quelques tiraillements : il est toujours plus facile de créer de nouvelles entités que d'en supprimer. Mais comme cela va dans le sens de l'intérêt général, ces blocages devraient être dépassés. Il y a en revanche une très sérieuse résistance de la part des Hauts-de-Seine, car ils ont bien compris qu'ils allaient devoir participer au développement de l'Est parisien, et qu'ils n'en ont aucune envie.

Patrick Devedjian, le président du conseil général, a déjà freiné des quatre fers pour la mise en place du Grand Paris, et ce n'est pas fini ! Il veut maintenant se marier avec les Yvelines, ce qui n'a aucun sens ! Les Yvelines sont en grande partie un département rural, alors que les Hauts-de-Seine sont complètement tournés vers Paris. Ce n'est pas un mariage d'amour, c'est une manœuvre des Hauts-de-Seine pour garder son pouvoir. Patrick Devedjian a trouvé en Pierre Bédier un allié.

D'ailleurs, ils ne s'en cachent pas. Ils ont clairement dit qu'ils voulaient « saboter » le projet de métropole. Le but des Hauts-de-Seine est de ne pas mettre au pot commun le magot de La Défense. Or La Défense n'existe que parce que des gens du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis viennent y travailler...

#### **LPA — C'est certes égoïste, mais on comprend que le département des Hauts-de-Seine se satisfasse d'une situation dont il sort gagnant...**

**PK** — C'est pourtant une erreur de penser comme cela. L'Île-de-France est la région la plus riche d'Europe, mais aussi celle où il y a le plus de disparités et d'inégalités, et ce n'est bon pour personne. Le fait d'avoir des zones de grande pauvreté tire tout le monde vers le bas ! Ce n'est pas bon pour l'image de la région parisienne, pour son rayonnement à l'étranger. Et puis, les transports engorgés, les embouteillages, qui sont la conséquence de cette politique, tout le monde les subit, y compris les habitants des Hauts-de-Seine. L'objectif, c'est de répondre aux besoins de tous. On ne gagnera rien en agissant les uns contre les autres.

**LPA — Quand peut-on imaginer que cette métropole voie le jour ?**

**PK** — Le Grand Paris se met en place peu à peu, et sera opérationnel en 2020. On prend le temps de faire progressivement le transfert des compétences et des budgets. Aujourd'hui, l'Ouest parisien a beaucoup de recettes d'entreprises, qui demain iront au Grand Paris : il faut une période de transition. Par ailleurs, 2020 correspond à la fin du mandat des conseillers municipaux, et 2021 à la fin du mandat des conseillers départementaux. Il y a donc un bon alignement de planètes pour le projet de métropole autour de 2020-2021. Pourquoi faire campagne si tôt ?, allez-vous me demander, mais vous voyez bien que les tentatives de sabotage ont déjà commencé... Les Yvelines et les Hauts-de-Seine ne peuvent pas décider tous seuls de faire leur département, il leur faut un décret d'application et on peut penser qu'ils ne l'auront pas aujourd'hui. Mais en 2017, qui sait ce qui peut se passer ? Il faut ancrer le principe de la métropole dès que possible pour la prémunir des attaques de ses détracteurs.

*Propos recueillis par Sophie TARDY-JOUBERT*

**« Il y a donc un bon alignement de planètes pour le projet de métropole autour de 2020-2021 ».**



Librairie  
**lgdj.fr**

La plus grande  
**LIBRAIRIE  
JURIDIQUE**  
EN LIGNE

 **EXPÉDITION  
sous 24h**

 **NOUVEAU RAYON  
Ebooks**

[www.lgdj.fr](http://www.lgdj.fr)



Suivez notre actualité  
@librairieLGDJ

Suivez nous sur 